



Verbatim de la conférence de presse hebdomadaire

Mardi 24 juin 2014

Le Général Babacar Gaye :

Mesdames et messieurs bara ala kwe !

Je suis donc ici avec les deux Représentant spéciaux adjoints de la MINUSCA, l'Ambassadeur Lawrence Wholers que vous connaissez bien et M. Aurélien Agbenonci qui vient de nous rejoindre et à qui je souhaite, en votre nom, la bienvenue en République centrafricaine. Il aura tout à l'heure l'occasion de répondre, certainement à vos questions.

Nous aurons certainement, tout à l'heure, l'arrivée du Général de brigade Frederic Hingray qui est le Chef de l'Etat-major de la future force de la MINUSCA. Il y a aura au-dessus de lui un commandant de la force et un commandant adjoint et il sera, en somme, la troisième autorité militaire. Il nous rejoindra tout à l'heure.

Lors de notre dernière rencontre le 22 mai passé j'avais, en exergue de mes propos liminaires, rappeler l'attention des Nations Unies à la liberté de la presse et j'avais, à l'occasion, condamné toutes les attaques visant les journalistes. Aujourd'hui encore cette conférence de presse intervient au lendemain du décès de votre consœur, Mme Blanche Elisabeth Olofio, à la suite d'une longue maladie consécutive, chacun le sait, à une agression. Je voudrais ici saluer sa mémoire et remercier tous ceux qui, comme vous à travers son transfert par avion ou d'autre bénévollement, l'ont aidée dans cette longue souffrance qu'a été les derniers mois de sa vie.

La MINUSCA est, vous le savez, désormais entrée dans les 90 jours avant ce qu'on appelle le transfert d'autorité entre elle et la MISCA. Les contingents de la MISCA ainsi que la MINUSCA sont déjà rentrés dans la préparation de ce passage sous béret bleu qui va donc intervenir le 15 septembre. Ce préparatif se passe dans un environnement qui est marqué par les violences inacceptables intervenues hier à Bambari mais aussi par des discussions entre représentants des groupes armés tenues sous l'égide d'organisations non gouvernementales.

Nous percevons ce développement, cette discussion entre responsables de groupes armés, comme une réponse à l'appel que j'ai lancé ici à plusieurs reprises pour un sursaut des élites, pour

l'implication des notables, je le perçois ainsi. Je voudrais aussi que ces engagements des représentants des groupes armés se traduisent très rapidement en action sur le terrain. En action à la fois au profit des communautés qui ici à Bangui sont des communautés qui sont sous menaces mais également des communautés comme par exemple à Boda où les gens vivent en grandes difficultés.

Je voudrais en profiter pour saluer et encourager la tenue à Bangui, à l'initiative de Madame la Présidente de transition, d'un premier atelier de consultation, préparatoire à la reprise du dialogue politique. Notre opinion est que le désarmement, la réconciliation que nous appelons de tous de nos vœux, ce dialogue et cette réconciliation ne trouveront leurs voies que dans le cadre du dialogue politique auquel l'adhésion des populations et des forces vives de toute la nation est essentielle.

Je disais que ce que les populations ont en commun aujourd'hui dans ce pays c'est la terre centrafricaine et malheureusement la souffrance. Je voudrais en profiter pour saluer tous ceux qui contribuent à alléger ces souffrances et de ce point de vue, les Organisations non gouvernementales (ONG) mais également les agences des Nations Unies et surtout les force, MISCA et Sangaris, qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans ce sens.

Les Nations Unies en profitent pour réitérer leur appel aux anti-balaka à rentrer dans la légalité en déposant leurs armes et en se tenant prêts à bénéficier des programmes de retour dans les communautés d'origine. Les Nations Unies appellent les Séléka à se tenir prêts à rentrer dans le DDR en respectant scrupuleusement les mesures de confiance et en se soumettant partout à l'autorité de l'Etat.

La communauté internationale est au chevet de la Centrafrique. C'est le lieu de rappeler le soutien des Nations Unies aux autorités de transition et à leurs efforts pour une stabilité durable du pays. Cette stabilité nécessite que les Centrafricains soient au chevet de leur propre pays.

Je vous remercie.

Questions/Réponses

Les dernières minutes : Mon général, c'est avec une certaine félicité que je vais devoir valoriser votre présence ici et surtout pour avoir organisé cette conférence de presse. L'arrivée aujourd'hui du numéro 2 de la MINUSCA est à encourager. Toutefois, nous ne manquerons pas de nous interroger à savoir, au regard de la gestion des consécutives et multiples crises centrafricaines que ce dernier a eu à couvrir, surtout que la nomination qui l'a mis en évidence a été très honorée, nous voudrions savoir quelle est l'attente des Centrafricains aujourd'hui par rapport à sa nomination en RCA ? Ma deuxième question, encore au numéro 2, pourriez-vous, relativement à vos compétences des Nations Unies, nous dire quel apport contextuel à la crise centrafricaine

compter vous valoriser surtout que, même devant les forces internationales comme hier à Bambari, de nombreuses personnes innocentes ont été massacrées ?

Aurelien Agbenonssi : Je pense que votre question est relative au fait que je rejoigne le leadership de la mission. Je pense que cette question devrait être posée beaucoup plus aux Centrafricains mais je sens confusément ce que vous avez voulu dire. Certainement vous vouliez dire quel pourrait être l'apport d'une personne comme moi à la mission qui, elle est une mission globale de la MINUSCA dans ce pays.

Comme vous le savez, le planning de l'organisation de la mission prévoit, pour appuyer le Représentant spécial, un Représentant spécial adjoint politique pour tout ce qui concerne le dialogue politique et les mécanismes liés à l'évolution et à la stabilisation politique de la situation.

En ce qui me concerne, il s'agit de la coordination des agences du système des Nations Unies mais surtout tout ce qui peut accompagner le travail du groupe civile qui vient travailler pour les affaires civiles au sein de la mission. Ce que je compte faire est d'utiliser ma modeste expérience des pays qui ont traversé des crises, celle-ci pour que la réponse que nous apportons, sous le leadership du Général Gaye, soit une réponse qui se nourrit de nos expériences d'ailleurs, de nos échecs mais aussi et surtout, je l'espère, de nos succès. Vous avez parlé d'attentes, nous serons à l'écoute du peuple centrafricain et cet espace créé, comme la conférence de presse, en est un.

Pour ce qui est de ce que j'entends valoriser, je pense que dans la première réponse, je l'ai déjà dit, j'entends valoriser un engagement pour la paix, un engagement à contribuer au travail de toute une équipe mais c'est un travail qui a besoin que l'on utilise toutes nos aptitudes, toute notre énergie mais aussi l'engagement d'appeler les Centrafricains à revivre ensemble dans un monde de paix.

Radio Ndeke Luka : *Mon général, c'est à maintes reprises qu'on demande aux groupes armés de ce pays, la Séléka est les anti-balaka, de cesser avec les hostilités et c'est une situation qui perdure. Aujourd'hui vous réitérez le même appel. Est-ce un ultimatum, qui ne dit pas son nom, à ces groupes armés ?*

Babacar Gaye : Je vous remercie de votre question, le Président Senghor a l'habitude de dire que répétition n'est pas redite. J'ai indiqué la voie qui nous paraissait être la bonne voie, à savoir celle du dialogue politique et j'ai indiqué qu'il fallait que cet appel ait un écho d'abord parmi les gens qui détiennent des armes mais également parmi toutes les forces vives de la nation. Il est question d'une affaire qui concerne l'ensemble de la nation. Ainsi que cela avait été fait à la veille de l'élection de la Présidente Mme Dame Samba-Panza, toutes les forces vives de la nation avaient eu à s'exprimer. C'est à travers une expression plurielle comme celle-là qu'on trouvera une solution à ce problème de la violence dans le pays. La dernière manifestation hier à Bambari et celle qui avait précédé le mois présent nous font penser qu'il y a presque un cycle. Presque toutes les 3 à 4 semaines, il y a de nouveau une poussée de violence qui fait que l'espoir que nous avons de voir

les choses se calmer durablement est remis en cause. Cela prouve bien qu'il faut un moment que tout le monde s'asseyent et que les causes de la violence soient discutées et que des solutions soient trouvées et mises en œuvre par l'ensemble de la nation. Tant que nous n'aurons pas cela, nous appellerons à cela publiquement mais nous agissons aussi par tous les autres moyens dont nous disposons pour pousser à cette stabilité durable.

***Tribune d'Infos :** Mon Général, lorsque vous parlez du souhait des Nations Unies pour que les engagements pris soient traduits par les faits alors que sur le terrain, c'est tout à fait le contraire et en même temps vous parlez encore de ces engagements. A aucun moment vous n'avez fait allusion aux Forces armées centrafricaines (FACA). Pour finir, vous demandez que les anti-balaka déposent simplement leurs armes et que la Séléka rentre dans le DDR. De quel DDR s'agit-il dès lors que les résolutions des Nations Unies 2127 sont claires concernant le désarmement qui doit se faire de gré ou de force. Qu'est ce qui retarde l'option militaire par rapport à l'option du côté civile que vous envisagez pendant que le cycle de violence ne fait que perdurer ?*

Lors du dernier passage de la délégation conjointe de l'Union africaine avec celle des Nations Unies il a été demandé que, par votre truchement, la presse centrafricaine ne soit pas une presse qui incite à la haine mais une presse qui informe utilement. Pour informer utilement nous avons besoin, au-delà de nos capacités, d'une formation pointue dans le domaine des conflits relative au contexte actuel. Pouvez-vous nous rassurer maintenant que ce programme pourra voir le jour et être exécuté à court termes de manière à aider la presse à accompagner efficacement le processus pour ramener la paix dans l'immédiat parce que l'avenir du pays est dangereusement menacé ?

***Babacar Gaye :** Je commencerai par votre deuxième question. S'agissant du soutien à la presse, j'en ai la volonté. Dès que j'aurais réuni les moyens de cette volonté, je viendrai ici exposer dans cette salle, de ce que nous serons en mesure de faire. Nous avons à la fois le mandat et la volonté d'aider la presse mais je ne peux pas simplement lancer des promesses en l'air. Je veux obtenir ce qui pourrait être fait pour vous et ensuite vous l'exposer.*

S'agissant de votre première question, je vous en remercie infiniment parce que c'est une question récurrente. Il y en a deux, des questions récurrentes qui chaque fois que nous rencontrons la presse reviennent, à savoir l'avenir des FACA et le désarmement de force. Nous avons sur ces deux questions, presque finalement une approche pédagogique pour essayer d'expliquer afin que vous partagiez ce qui nous semble être une attitude raisonnable. Le désarmement par force, c'est opposer à une violence une autre violence alors qu'il s'agit, non pas de désarmer mais de démobiliser. Il s'agit de traiter les causes qui sont à l'origine de la violence et non l'expression simplement de cette violence. C'est pour cela que nous considérons que le meilleur désarmement est un désarmement qui est durable. C'est-à-dire celui qui est précédé d'une discussion des causes de la violence et d'un accord entre toutes les parties sur la manière de mettre fin à ces causes. En ce moment, vous êtes dans la première étape d'un processus de DDR. C'est cela que nous voulons et c'est pour cela que nous considérons que la meilleure manière de faire le désarmement c'est d'aller vers des discussions politiques sur les causes de la violence. Toutes les actions qui peuvent contribuer à cela sont les bienvenues. Certainement que la présence d'une force dissuasive limitant

ces violences et montrant aux groupes armés que ceci ne peut perdurer est sans doute un moyen mais cela ne peut pas être la seule solution.

L'expérience nous prouve partout que les appels au désarmement volontaire, comme ceux auxquels nous avons assisté ici à Bangui, sont également des mesures qui peuvent accompagner mais au bout du compte, la réconciliation et le désarmement ne trouveront un chemin vraiment durable qu'autour de négociations politiques pour traiter les origines de cette situation.

Centrafrique Matin : Mon général, comment appréciez-vous l'opération de désarmement en cours ?

Babacar Gaye : Je l'apprécie très positivement du fait des résultats enregistrés en termes de tonnes métriques d'armes et de munitions saisies et vous observez avec moi les limites de cette action. Il y a une nécessité d'aller au-delà d'un simple désarmement qui serait je pourrai dire mécanique pour aller à ce que tout le monde a appelé c'est-à-dire une démobilisation. Nous ne pouvons pas être dans un pays où l'autorité de l'Etat est en permanence défiée par des gens en armes et il faut que l'on traite ce problème. Sans doute y a-t-il, parmi ces gens en armes, un traitement qui relève de la Justice ou de l'usage de la force mais ce n'est pas l'ensemble du problème qui peut être réglé ainsi. Comme j'ai dit tout à l'heure, il y a une part de ce désarmement qui doit se faire autour d'une table, autour de discussions politiques, pour identifier et régler les causes de cette situation.

BBC : Mon général, dans vos propos vous avez dit que le désarmement forcé c'est opposer une violence à une autre violence, pour moi c'est une manière de mettre de côté la résolution 2121 et 2127 qui parlent du désarmement forcé. Jusqu'aujourd'hui, cette résolution n'est pas mise en application et le cycle de la violence continue. Nous avons tendance à croire qu'il y a une rébellion qui s'est installée dans la capitale même et dans l'arrière-pays et le peuple en souffre. Vous avez parlé d'un souhait pour que les deux parties belligérantes baissent les armes. Il y a récemment eu accord entre les anti-balaka et la Séléka, parrainé par une ONG, mais il y a toujours des dissidences entre les deux entités car les différentes parties ne cessent de se désavouer. Pensez-vous qu'avec une telle attitude le souhait du dialogue ira à bon escient si vous ne voulez pas mettre en application les résolutions 2121 et 2127 ?

Babacar Gaye : Pourquoi à votre avis en sommes-nous arrivés à ce que des représentants de ces communautés acceptent de s'asseoir autour d'une table sous l'égide d'une ONG, dont je salue l'action, pour discuter du chemin menant à la paix ? C'est tout simplement parce que la présence des forces internationales leur a montré l'inanité de leurs actions et de leurs perspectives. Il pourrait peut-être, localement, avoir de petites violences là où les forces internationales ne sont pas présentes mais partout où elles ont été présentes, ce sont les forces internationales qui ont eu le dessus sur ces gens. Effectivement la résolution est mise en œuvre, à la mesure des moyens déployés dans le pays. Ce pays est quand même grand comme la France et on y a déployé aujourd'hui un peu moins de 10.000 hommes et le Représentant spécial de la MISCA a très justement rappelé qu'il y avait un pays qui s'appelait le Kosovo où pas moins de 45.000 hommes avaient été déployés. Il y a déjà un problème de capacité mais il est incontestable que la présence de forces internationales a créé partout, notamment localement, des rapports de forces qui ont

obligé les groupes armés à se rendre compte que les perspectives qu'ils envisageaient ne sont pas réalisables. Si l'on veut une stabilité durable du pays, il faut un désarmement accompagné d'une démobilisation. Cela, on ne peut l'obtenir qu'en s'asseyant autour d'une table et en demandant aux gens pourquoi donc prenez-vous les armes. Discuter de cette question, avec l'ensemble de la nation centrafricaine afin qu'on puisse, comme nos voisins, vivre en paix. Peut-être tous ne viendront pas à la table mais ceux qui ont des leaders qui ont une vision et un intérêt pour les populations qu'ils sont censés défendre, je l'imagine, viendront s'asseoir à la table pour poser les problèmes de leurs communautés qu'ils s'étaient engagés à défendre en prenant les armes. Pour ceux qui n'ont pas d'autres ambitions que l'ambition mafieuse de petit caïd local, ce problème sera réglé par la force. Il faut qu'il y ait une déférence entre cette violence, elle n'est pas toute de la même nature.

BBC : *Dans votre allocution, vous avez appelé les anti-balaka à rentrer dans la légalité et la Séléka au DDR, quelle différence faites-vous entre ces deux groupes ?*

Babacar Gaye : Je crois que la différence entre les anti-balaka la Séléka est une différence assez évidente. Aucun d'entre nous ici n'oublie qu'il y a plus de 7 mois, c'est la Séléka qui dirigeait ce pays. C'est donc on groupe connu, dont certains des leaders sont bien connus et qui a été appelée, concernant la Séléka présente ici à Bangui, à signer des mémorandums d'entente avec le gouvernement pour le retour de certains de ses éléments ainsi que leur désarmement. Nous sommes donc, du point de vue de la démobilisation et du point de vue du DDR face à quelque chose que nous demandons alors que les anti-balaka se présentent comme une nébuleuse dont rares sont ceux qui se présentent vraiment comme les responsables. C'est pour cela que l'appel est pour que ceux qui ont des armes les déposent parce qu'ils sont dans l'illégalité totale et pour que ceux qui ne sont pas originaires de Bangui bénéficient de programmes de retour dans leur communauté. Donc il y a un traitement différencié parce qu'il y a une nature qui est différente.

Les dernières minutes : *Mon général vous venez à peine de rappeler dans votre intervention qu'à l'époque la communauté internationale avait mobilisé plusieurs moyens et capacités pour intervenir au chevet des Kosovars dont le pays n'est qu'un centième de la RCA. Plus de 45.000 hommes avaient été mobilisés et aujourd'hui la RCA n'en a que 8.000, moins les 850 du contingent tchadien. Est-ce que les Centrafricains doivent ils croire qu'ils sont bénéficiaires d'une injustice de la part de la communauté internationale ?*

Babacar Gaye : Je crois que le Centrafricain doit d'abord croire que la stabilité et l'avenir de son pays sont entre ses mains.

Tribune d'Infos : *Concernant le transfert de compétence entre la MISCA et les forces onusiennes. Vous avez souligné les problèmes liés à l'effectif. Nous voudrions savoir si avec ce transfert le problème d'effectif sera réglé et qu'une mission d'imposition de la paix sera définie à cette nouvelle force comme en République Démocratique du Congo ?*

Babacar Gaye : Je profite de votre question pour présenter, à nouveau, le général Frederic Hingray ici présent et qui sera le chef d'Etat-major de la force. Il est le premier des casques bleus que nous avons. J'ai pensé qu'il était bon que vous mettiez un visage sur ce nom que vous allez surement entendre dans les mois à venir, aux côtés du général commandant la force et du général adjoint. Ce sont eux qui vont être sur le terrain avec les hommes. Votre question est très importante. Je suis d'autant plus heureux que vous la posiez car la presse, vous avez un rôle considérable à jouer. A travers votre question je sens moins l'homme de presse éducateur et informateur que l'homme de presse se faisant l'écho des réflexions des questions des populations. Je pense que ces questions vous y apporterez ensuite des réponses qui vont éclairer les populations. Je l'ai déjà dit et je le répète, la communauté internationale est au chevet de votre pays. Déployer ici une force de 12.000 hommes est un effort financier considérable de la part de la communauté internationale, qui vient s'ajouter à l'effort d'un des partenaires de ce pays, un partenaire bilatéral qui a déployé ici à ses frais une opération de 2.000 hommes qui coûte excessivement chère. Les 12.000 hommes qui sont ici sont venus accompagner un processus qui doit permettre à ce pays d'avoir une stabilité durable. Il ne s'agit pas de venir faire la guerre mais de venir dans le cadre des règles d'engagement qui seront bien précises, de protéger les populations partout où la force sera déployée. Le fait déjà que cette force intervienne sous chapitre 7 doit vous donner une garantie sachant que cette force emploiera, partout où elle sera présente, tous les moyens nécessaires pour garantir et protéger les populations. Il ne s'agit pas pour la force de rentrer dans une logique de violence, pas du tout. La force est accompagnée de fonctionnaires civiles qui vont être déployés sur le territoire, dans plusieurs localités, et qui vont créer des conditions qui font que, au lieu que les gens s'affrontent, les gens se mettent ensemble et fassent avancer ce pays. Voilà ce qui serait, pour la force, la plus grande réalisation. Essayer de briser ce cycle de violence et cette logique d'affrontement, la transformer en réconciliation, en stabilité et en développement pour ce pays. Voilà ce que nous sommes venus rechercher. Nous ne sommes pas venus ici en disant on va imposer une violence plus violente à celle qui existe ici. Nous voulons casser cette violence par d'autres moyens et ce sont des moyens que nos fonctionnaires civiles, les policiers et les militaires vont mettre en œuvre. C'est cela la valeur ajoutée d'une mission onusienne, briser un cycle de violence et mettre à la place une dynamique de réconciliation, de stabilité et de progrès.

Singuila mingui !